IPPF

EN UN COUP D'ŒIL

NOS PRINCIPALES RÉALISATIONS EN 2017*

146
changements de politique et/ou législatifs à l'appui ou à la défense de la SDSR et de l'égalité des genres auxquels des actions de plaidoyer de l'IPPF ont contribué

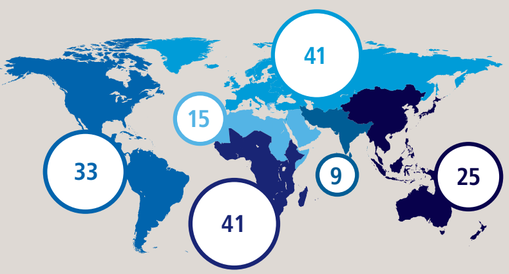
208,6 millions
de services de santé sexuelle et reproductive dispensés

6,6 millions
de grossesses non désirées évitées†

1,7 million
d'avortements non sécurisés évités†

QUI SOMMES-NOUS

La Fédération internationale pour la planification familiale (IPPF) est un prestataire de services mondial et un défenseur de premier plan de la santé et des droits sexuels et reproductifs (SDSR) pour tous. Nous sommes un mouvement à l'échelon mondial d'organisations nationales qui œuvrent avec et pour les communautés et les individus.



164 associations membres et partenaires collaborateurs dans six régions

UNIS ET PERFORMANTS

7 bureaux du Secrétariat

29 600 employés dans l'ensemble de la Fédération

82 % des associations membres comptent au moins un jeune au sein de leur conseil d'administration

76 % de nos financements sans restriction ont bénéficié à des associations membres dans les pays dont les besoins de santé sexuelle et reproductive sont les plus grands

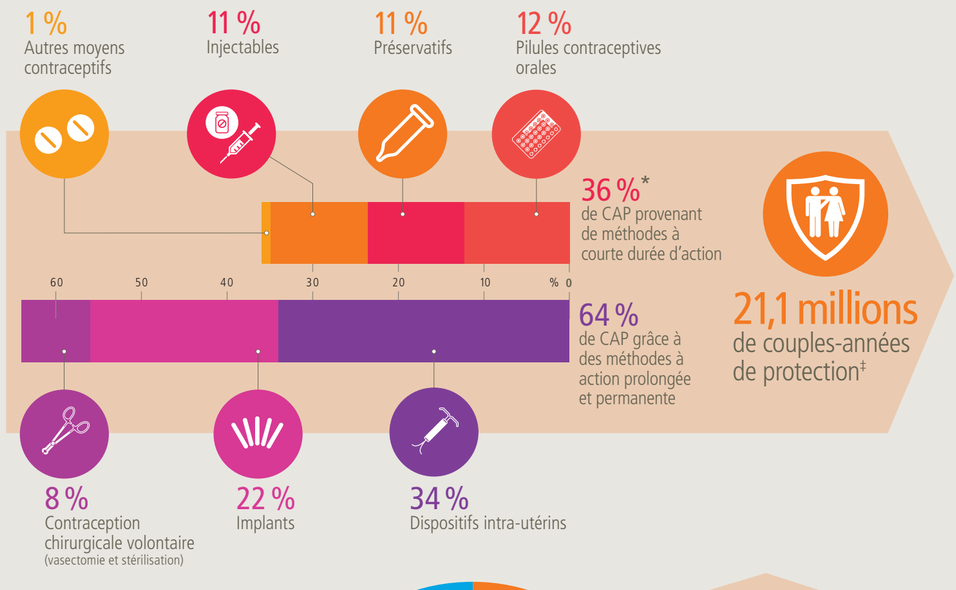
48 % des revenus locaux générés par les associations membres issus de l'entreprise sociale

AUTONOMISATION DES COMMUNAUTÉS ET AU SERVICE DES POPULATIONS

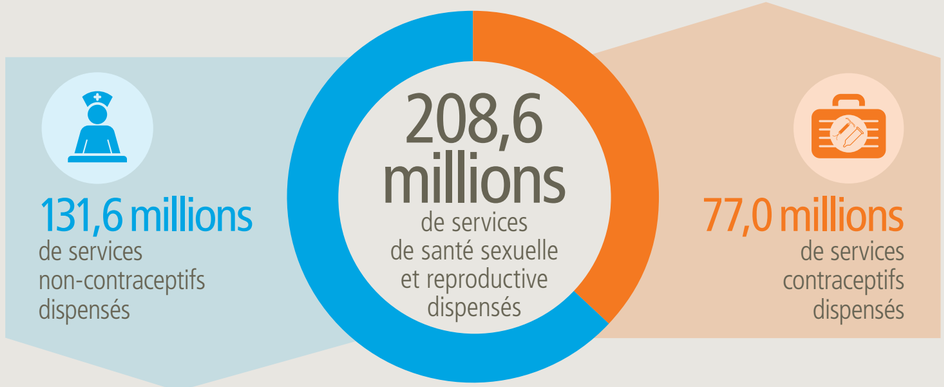
73,6 millions
de personnes ont reçu des services dispensés par les associations membres de l'IPPF

8 sur 10
étaient pauvres et vulnérables

Jeunes · Personnes qui utilisent les drogues · Travailleur(se)s du sexe · Personnes vivant avec le VIH · Personnes en situation de crise · Groupes de genre et de sexualité divers · Survivants de violence basée sur le genre · Personnes handicapées



21,1 millions
de couples-années de protection‡



284,9 millions
de préservatifs distribués

6,6 millions
de grossesses non désirées évitées†

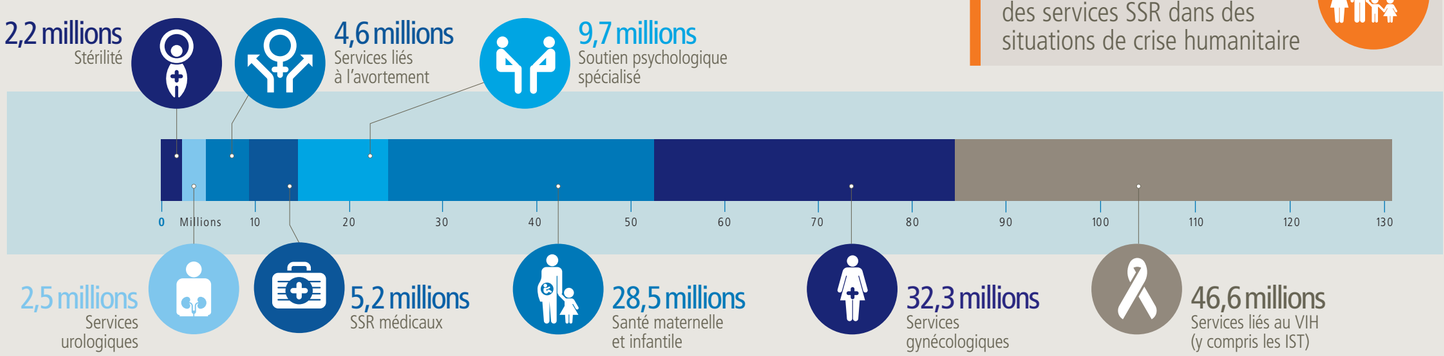
1,7 millions
d'avortements non sécurisés évités†

31,3 millions
de jeunes ont complété un programme d'ESI de qualité assurée

140,4 millions
de personnes touchées avec des messages positifs en SDSR

42 %
de nos services sont dispensés à des jeunes de moins de 25 ans

3,1 millions
de personnes ont reçu des services SSR dans des situations de crise humanitaire



24 533
points de prestation de service appartenant à l'IPPF

60 %
sont en milieu rural ou péri-urbain

82 %
de nos points de prestation de service sont des distributeurs basés dans la communauté

4 501
installations cliniques sont soutenues par l'IPPF pour fournir des services SSR

11 097
partenaires publics et privés reçoivent des produits contraceptifs de l'IPPF

* Parce qu'ils ont été arrondis, il est possible qu'une fois additionnés, les chiffres qui figurent dans ce document ne correspondent pas aux totaux indiqués, et que les pourcentages ne reflètent pas les chiffres précisément.

† Le nombre de grossesses non désirées et d'avortements à risque évités est estimé en utilisant le modèle d'Impact 2 (version 4) de Marie Stopes International.

‡ Le couple-année de protection (CAP) mesure le nombre total d'années de protection contraceptive fournie à un couple.

§ L'IPPF ne rend compte du nombre d'utilisateurs pour la première fois de méthodes de contraception modernes que pour les 57 pays cibles de FP2020, conformément à notre engagement publié d'atteindre 60 millions d'utilisateurs pour la première fois entre 2012 et 2020.

TABLEAU DE BORD DES RÉSULTATS, 2017

RÉSULTAT 1
100 gouvernements respectent, protègent et répondent aux droits sexuels et reproductifs et à l'égalité des genres

146
initiatives de politiques réussies et/ou de changements législatifs à l'appui ou à la défense de la SDSR et de l'égalité des genres auxquels des actions de plaidoyer de l'IPPF ont contribué

1015
groupes de jeunes/femmes ont adopté des actions publiques de soutien en matière de SDSR en faveur desquelles l'engagement de l'IPPF a contribué

RÉSULTAT 2
La liberté d'action pour **1 milliard** de personnes en ce qui concerne leur santé et leurs droits sexuels et reproductifs

31,3 millions
de jeunes ont complété un programme d'éducation sexuelle intégrée (ESI) de qualité assurée

140,4 millions
de personnes touchées avec des messages positifs en SDSR (selon les estimations)

RÉSULTAT 3
2 milliards de services intégrés de qualité de santé sexuelle et reproductive dispensés par l'IPPF et nos partenaires

163,9 millions
de services SSR fournis

21,1 millions
de couples-années de protection

6,1 millions§
d'utilisateurs pour la première fois de méthodes de contraception modernes

92 %
des clients de l'IPPF recommanderaient nos services à des parents ou amis/amies

44,7 millions
de services SSR facilités

RÉSULTAT 4
1 Fédération hautement performante, unie, responsable et rendant des comptes

125,1 millions
de dollars de revenus générés par le Secrétariat de l'IPPF

291,7 millions
de dollars de revenus générés localement par les associations membres bénéficiaires des subventions non restreintes

5 %
des fonds non restreints de l'IPPF ont été utilisés pour subventionner les associations membres au moyen d'un système de financement axé sur la performance

232 881
volontaires pour l'IPPF

11,2 millions
d'activistes pour l'IPPF

Si vous souhaitez apporter votre soutien au travail de l'IPPF ou de l'une de nos associations membres au moyen d'une contribution financière, veuillez visiter notre site web www.ippf.org ou contacter le Bureau Central de l'IPPF à Londres, au Royaume-Uni.

Publié en juillet 2018 par International Planned Parenthood Federation

4 Newhams Row
Londres SE1 3UZ
Royaume-Uni

tél +44 (0)20 7939 8200
e-mail info@ippf.org
web www.ippf.org
twitter @ippf

Œuvre de bienfaisance britannique enregistrée sous le n° 229476

À LA DÉFENSE DES DROITS
RÉSULTATS DE PLAIDOYER, 2017

Les actions de plaidoyer de l'IPPF créent un environnement favorable à l'augmentation de l'accès aux services, à la promotion des droits sexuels et de l'égalité des sexes, et à la réduction de la stigmatisation et de la discrimination. L'IPPF change la vie de millions de personnes en contribuant à des changements de politiques et législatifs qui soutiennent la santé et les droits sexuels et reproductifs et en s'opposant à tout changement potentiellement néfaste.

146 changements de politique et/ou législatifs à l'appui ou à la défense de la santé et des droits sexuels et reproductifs

130 changements dans **66** pays*

14 changements régionaux

2 changements mondiaux

Family Planning Association of Trinidad and Tobago (FPATT)

À Trinité-et-Tobago, 8 % des filles sont mariées avant l'âge de 18 ans. Auparavant, quatre lois différentes régissaient l'âge minimum du mariage, lequel variait de 12 à 18 ans. La FPATT a participé à des manifestations de sensibilisation à ce problème et a organisé des rencontres avec des parlementaires et des décideurs politiques pour recueillir leur soutien. En janvier 2017, un projet de loi a été adopté par le Sénat et la Chambre des représentants pour harmoniser la législation du pays à ce sujet et pour élever l'âge minimum légal du mariage à 18 ans sans exception.

Association Tunisienne de la Santé de la Reproduction (ATSR)

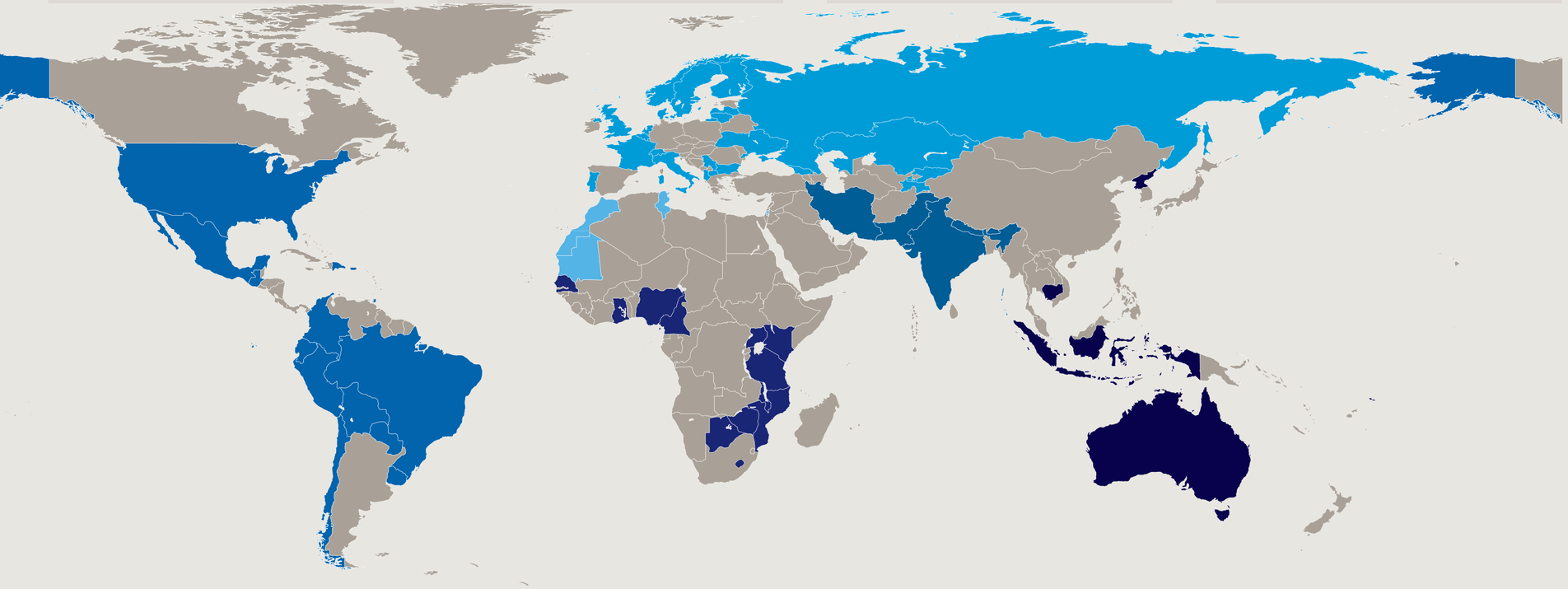
Dans le cadre de la Coalition civile pour les libertés individuelles, l'ATSR a produit des dépliants et des directives, tenté de convaincre des parlementaires, entrepris des campagnes médiatiques et envoyé une lettre ouverte au président, en soutien de la première loi nationale en Tunisie pour combattre la violence contre les femmes. Adoptée en 2017, cette loi couvre la violence économique, sexuelle, politique et psychologique et elle protège contre la violence exercée par l'époux et les membres de la famille. La loi prévoit également une assistance pratique pour les survivantes, y compris des services de santé sexuelle et reproductive, et un soutien juridique et psychosocial.

Health Education and Research Association (HERA)

En Macédoine, les autorités locales de Kumanovo ont établi un organisme de coordination, responsable de la surveillance de l'application de lois contre la discrimination, et ont approuvé de nouveaux protocoles contre la discrimination. L'HERA a collaboré étroitement avec les autorités locales, en apportant son expertise sur les questions de discrimination, en particulier contre les groupes à la sexualité diverse. En partenariat avec des organisations de société civile locales, l'HERA a également apporté son soutien à la rédaction de nouveaux protocoles à respecter pour la gestion de cas de traitements discriminatoires.

Family Planning Association of Nepal (FPAN)

Le gouvernement du Népal a pris son engagement de planification familiale 2020 en 2015. Pour assurer la mise en œuvre de cet engagement, la FPAN a collaboré étroitement avec des parlementaires et des décideurs politiques, afin d'augmenter la prise de conscience des avantages de l'investissement dans la contraception. La FPAN a publié des articles et des fiches d'information, conduit des ateliers, animé des tables rondes et préconisé des niveaux d'investissement plus élevés. À la suite de ces actions, le gouvernement a augmenté son budget de planification familiale en 2018 de 22 % par rapport à l'année précédente, une augmentation considérablement supérieure à la valeur de 7 % promise par l'engagement FP2020 du Népal.



Région Hémisphère Occidental de l'IPPF

Au cours de la 47e assemblée générale de l'Organisation des États américains, la résolution annuelle sur les droits humains, l'orientation sexuelle et l'identité et l'expression de genre s'est concentrée sur la protection des droits des personnes lesbiennes, gay, bisexuelles, transgenres et intersexes (LGBTI). Elle a également demandé que les pratiques médicales pour les personnes intersexes respectent les normes relatives aux droits humains.
En présence d'une forte opposition de la part de certains pays des Caraïbes, ce sujet controversé a été discuté au cours de l'assemblée. Le Bureau de la Région Hémisphère Occidental de l'IPPF a coordonné une coalition d'organisations de la société civile et préconisé aux États membres de soutenir la nouvelle résolution pour défendre les droits des personnes LGBTI et pour condamner toute forme de discrimination et de violence basée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre.

Centro de Investigación, Educación y Servicios (CIES)

La Bolivie compte un taux élevé de grossesses chez les adolescentes, dont un grand nombre sont non désirées. Une grossesse précoce a des effets néfastes importants sur la santé des jeunes femmes et nombre d'entre elles sont obligées d'abandonner leurs études. Le CIES a collaboré avec le ministère de l'Éducation afin de créer de nouvelles réglementations permettant à ces jeunes femmes de poursuivre leur scolarité pendant leur grossesse et après leur accouchement. Les nouvelles dispositions incluent de la flexibilité dans les programmes des cours et des examens, ainsi que des approches différentes d'enseignement et d'évaluation, avec notamment des tutoriels virtuels et des examens en ligne.

Associação Moçambicana para Desenvolvimento da Família (AMODEFA)

L'avortement a été décriminalisé au Mozambique en 2015, mais l'attitude des praticiens peut encore constituer un obstacle à son accès. En tant que membre du comité pour la santé sexuelle et reproductive du ministère de la Santé, l'AMODEFA a préconisé de nouvelles directives pour l'avortement sans risque et les soins après avortement. À la suite de ces recommandations, une clause a été incluse en 2017 pour assurer que l'accès à l'avortement n'est pas restreint par le refus des praticiens. Tout professionnel de la santé opposé au libre choix en matière d'avortement est retiré des rôles nécessaires pour autoriser les procédures d'avortement.

Sexual Health and Family Planning Australia (SH&FPA)

En 2017, le Parlement du Territoire du Nord en Australie a adopté le projet de loi sur l'interruption de grossesse. Le SH&FPA a fait campagne auprès des hommes politiques et a collaboré avec les médias et les communautés pour sensibiliser davantage au besoin d'un accès à des services d'avortement sans risque. Ce projet de loi décriminalise l'avortement, favorise des zones d'accès sécurisé aux alentours des hôpitaux et cliniques et légalise l'avortement médicamenteux jusqu'à la neuvième semaine de gestation. Cela signifie que de nombreuses femmes, en particulier celles qui vivent dans des régions éloignées, peuvent accéder à des avortements sans risque et sans devoir parcourir de longues distances.

Samoa Family Health Association (SFHA)

Le pays des Samoa est confronté à un risque élevé de catastrophes naturelles. En 2017, le gouvernement a approuvé un Plan national de gestion des catastrophes, afin de créer un guide complet de gestion des risques pour tous les secteurs concernés.
La SFHA a participé au développement du guide, en signalant ses préoccupations sur l'absence du thème de la santé et des droits sexuels et reproductifs. À la suite de cette collaboration, la section de ce guide consacrée à la santé inclut des dispositions pour l'accouchement sans danger et la santé reproductive lors de situations d'urgence.

IPPF (monde)

Le Mécanisme de financement mondial (GFF) est un mécanisme de financement majeur pour la nutrition et la santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et des adolescents. Il soutient des pays pour atteindre l'objectif santé des Objectifs de développement durable. En 2017, le groupe des investisseurs du GFF a adopté une Stratégie d'engagement de la société civile. L'IPPF a contribué à la rédaction de cette Stratégie en proposant un texte spécifique. Grâce à cet apport, la Stratégie fait référence à la société civile représentant des groupes marginalisés et des experts de questions traditionnellement négligées et sous-financées, notamment la planification familiale et les adolescents. Si elle est mise en œuvre, la Stratégie augmentera la participation de la société civile et impliquera des parties prenantes engagées pour la santé et les droits sexuels et reproductifs et pour des groupes vulnérables.

CHANGEMENTS POLITIQUES ET LÉGISLATIFS, PAR THÈME, 2017

23 Budget consacré à la SSR, contraception incluse

19 Éducation et services destinés aux jeunes

18 Promotion des droits sexuels et reproductifs

17 Empêcher la violence sexuelle et la violence basée sur le genre

16 Accès à un avortement sans risque et légal

15 Promotion de l'égalité entre les sexes

11 Accès à des services SSR

8 Soutien aux personnes vivant avec le VIH

6 Priorité donnée à la SSR dans des situations de crise

5 Accès à la contraception

5 Promotion de la diversité sexuelle et du genre

3 Fin du mariage précoce

* En surbrillance en bleu sur la carte.